



## Assemblée générale

Distr. générale  
5 février 2015  
Français  
Original : anglais

---

### Conseil des droits de l'homme

Forum sur les entreprises et les droits de l'homme

Troisième session

1<sup>er</sup>-3 décembre 2014

### Résumé des débats tenus au Forum sur les entreprises et les droits de l'homme établi par le Président, Mo Ibrahim

#### *Résumé*

On trouvera dans le présent document, établi conformément aux résolutions 17/4 et 26/22 du Conseil des droits de l'homme, un résumé des débats tenus au troisième Forum annuel sur les entreprises et les droits de l'homme, qui a eu lieu du 1<sup>er</sup> au 3 décembre 2014. Il donne un bref aperçu des travaux du Forum et devrait être considéré comme un résumé analytique, auquel s'ajoutent les notes de synthèse de la session, les déclarations et communications écrites reçues, et les enregistrements électroniques de la session, qui sont disponibles sur le site Web du Forum.



## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–5	4
II. Participation.....	6–7	4
III. Descriptif du programme.....	8	5
IV. Réflexions générales sur les travaux du Forum.....	9	5
V. Séance plénière d'ouverture.....	10–26	6
A. Allocutions de bienvenue.....	10–15	6
B. Déclarations de politique générale et Groupe de haut niveau : Le point de vue des dirigeants sur les entreprises et les droits de l'homme : relever les principaux défis mondiaux – marche à suivre et moyens à mettre en œuvre.....	16–22	7
C. Réunion-débat de haut niveau : Perspectives mondiales dans le domaine des entreprises et des droits de l'homme : principaux thèmes, facteurs déterminants, tendances et défis.....	23–25	8
D. Mise en évidence des stratégies efficaces appliquées par les parties prenantes et les militants concernés.....	26	9
VI. Domaine thématique I : Renforcer les politiques publiques relatives aux entreprises et aux droits de l'homme au moyen de plans d'action nationaux et d'autres mesures.....	27–37	9
A. Présentation du document d'orientation concernant les plans d'action nationaux visant à appliquer les Principes directeurs, et points de vue des parties prenantes.....	27–29	9
B. Le rôle des États dans la création d'un marché responsable : Intervenir dans les principaux domaines des politiques générales.....	30–33	10
C. Étendre les actions liées aux entreprises et aux droits de l'homme : le rôle des organisations internationales et régionales.....	34–37	11
VII. Domaine thématique II : Le respect dans la pratique : progrès et difficultés de mise en œuvre de la responsabilité de l'entreprise de respecter.....	38–43	12
A. Intégrer les Principes directeurs dans la prise de décisions et les différents processus.....	40–41	13
B. Application des Principes directeurs localement.....	42–43	14
VIII. Domaine thématique III : Réunions-débats autour de la question de l'accès aux recours.....	44–58	14
A. Défis pratiques et juridiques associés à la responsabilité des entreprises impliquées dans des violations flagrantes des droits de l'homme.....	45–48	15
B. Identifier les possibilités de réglementation et de coordination internationales pour surmonter les obstacles empêchant d'accéder aux recours.....	49–52	16
C. Moyens de dépasser les obstacles financiers à l'accès aux recours judiciaires.....	53–54	17
D. Mécanismes de plainte au niveau opérationnel dans des situations à haut risque : dilemmes et pratiques émergentes.....	55–58	18

IX.	Domaine thématique IV : Intégration des Principes directeurs dans les cadres mondiaux de gouvernance . . . . .	59–75	19
A .	Réunion-débat de haut niveau: renforcement des liens entre l’architecture économique mondiale et le programme relatif aux entreprises et aux droits de l’homme . . . . .	59–63	19
B .	Les Principes directeurs et les mécanismes de protection des droits de l’homme de l’ONU . . . . .	64–69	20
C .	Les objectifs de développement durable et les entreprises et les droits de l’homme . . . . .	70–75	21
X.	Domaine thématique V : débat sur les bonnes pratiques . . . . .	76–80	22
A .	Participation effective des parties prenantes s’agissant de la diligence raisonnable en matière de droits de l’homme . . . . .	76–77	22
B .	Que peuvent faire les États, les entreprises, la société civile et l’ONU pour soutenir et protéger les défenseurs des droits de l’homme qui travaillent sur les questions de la transparence et de la responsabilité des entreprises? . . . . .	78–80	23
XI.	Autres activités parallèles . . . . .	81–93	24
XII.	Séance plénière de clôture : Solutions stratégiques pour aller de l’avant et prochaines étapes pour le régime international des entreprises et des droits de l’homme . . . . .	94–99	26

## I. Introduction

1. Par sa résolution 17/4, le Conseil des droits de l'homme a décidé de créer un forum annuel sur les entreprises et les droits de l'homme placé sous la conduite du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises (le Groupe de travail). Le Forum est chargé d'examiner les tendances et les obstacles observés dans l'application des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (A/HRC/17/31)<sup>1</sup>; de promouvoir le dialogue et la coopération sur les questions relatives aux entreprises et aux droits de l'homme, notamment les défis liés à des secteurs particuliers, à l'environnement opérationnel ou à des droits ou groupes spécifiques; enfin, de mettre en relief les bonnes pratiques.

2. Le troisième Forum annuel s'est tenu à Genève du 1<sup>er</sup> au 3 décembre 2014.

3. Conformément à la résolution 17/4, le Président du Forum, Mo Ibrahim, a été nommé par le Président du Conseil des droits de l'homme, et il était chargé d'établir le présent résumé des débats, qui devait être mis à la disposition du Groupe de travail et des participants au Forum.

4. Dans le cadre des préparatifs du Forum, le Groupe de travail a invité les parties prenantes à proposer des sujets pour les réunions parallèles du Forum. Plus de 70 contributions ont été reçues. Le programme du Forum comprenait 39 réunions parallèles organisées par divers intervenants extérieurs et 20 réunions plénières et parallèles conduites par l'ONU. Plusieurs réunions parallèles modérées par des organisations extérieures ont été organisées en collaboration avec le Groupe de travail.

5. La portée et l'importance de l'événement sont dues dans une large mesure à la contribution reçue du Gouvernement norvégien et à l'apport, tant sur le fond que sur le plan de l'organisation, d'un grand nombre de participants venant de tous les groupes de parties prenantes.

## II. Participation

6. Le caractère multipartite du Forum, qui en fait sa spécificité, découle de la résolution 17/4 du Conseil des droits de l'homme, dans laquelle il est indiqué que le Forum est ouvert aux parties prenantes, secteurs et disciplines concernés, notamment les États, les mécanismes et entités des Nations Unies, les organisations intergouvernementales, les organisations et mécanismes régionaux, les institutions nationales des droits de l'homme, les entreprises, les associations d'entreprises, les syndicats, les universitaires et les experts, les représentants des peuples autochtones, les organisations non gouvernementales (ONG) et les parties prenantes affectées.

7. La participation de tous les groupes de parties prenantes et le nombre de nationalités représentées étaient plus élevés que les années précédentes. Selon les estimations, environ 2 000 personnes provenant de quelque 130 pays ont pris part au Forum<sup>2</sup>. La répartition des personnes inscrites est présentée dans le tableau ci-dessous. Les femmes et les hommes étaient également représentés.

---

<sup>1</sup> Voir aussi Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, « Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme : mise en œuvre du cadre de référence "protéger, respecter et réparer" des Nations Unies » (New York et Genève, 2011).

<sup>2</sup> Le nombre de personnes préalablement inscrites au Forum s'élevait à 1 954. Comme plusieurs délégations gouvernementales, ONG et institutions internationales basées à Genève avaient déjà accès à l'enceinte de l'ONU, elles ne se sont pas inscrites. Toutes les personnes inscrites au Forum n'y ayant pas assisté, le nombre exact de participants ne peut être confirmé.

**Inscription par catégorie de parties prenantes**

Milieus universitaires	185
Entreprises	168
Associations d'entreprises/d'industries	67
Organisations de la société civile (accréditées auprès de l'ECOSOC)	478
Organisations de la société civile (non accréditées auprès de l'ECOSOC)	370
Sociétés de conseils	68
Cabinets d'avocats	38
Initiatives multipartites	30
Institutions nationales des droits de l'homme	53
Associations professionnelles	15
États	265
Syndicats	16
Organismes des Nations Unies/organisations intergouvernementales	94
Autres	107

**III. Descriptif du programme**

8. Le Forum de 2014 avait pour thème « Faire progresser la question des entreprises et des droits de l'homme à l'échelle mondiale : alignement, adhésion et responsabilisation ». Les réunions plénières ont porté sur les points de vue des dirigeants sur la question des entreprises et des droits de l'homme dans le contexte des tendances mondiales actuelles, et sur les moyens de faire en sorte que les Principes directeurs soient connus d'un grand nombre d'intéressés et contribuent au respect des droits de l'homme et de la dignité de tous dans l'économie mondialisée. Les domaines thématiques ont été consacrés à des questions stratégiques clefs telles que : le rôle des politiques publiques et des plans d'action nationaux; les progrès accomplis par les entreprises et les défis auxquels elles font face pour intégrer leur responsabilité de respecter les droits de l'homme tant dans leurs politiques que dans la pratique; le renforcement de la responsabilisation et l'amélioration de l'accès à des voies de recours efficaces pour les victimes d'atteintes aux droits de l'homme commises par des entreprises; l'intégration des Principes directeurs dans les structures de gouvernance mondiale; et les modèles de bonnes pratiques en matière de participation significative des parties prenantes. En outre, un certain nombre de réunions parallèles ont traité d'un éventail de tendances et de questions clefs relatives à des droits, groupes, secteurs et contextes opérationnels particuliers.

**IV. Réflexions générales sur les travaux du Forum**

9. Les groupes d'étude du Forum ont formulé un certain nombre d'observations et de conclusions générales :

- Les gouvernements commencent à examiner les lois, les politiques et les pratiques qu'ils ont adoptées afin d'en recenser les lacunes et de formuler des plans d'action pour y remédier. Ils envisagent aussi de nouveaux moyens

réglementaires d'intégrer les droits de l'homme dans les pratiques des sociétés, notamment à l'aide des leviers dont ils disposent dans le cadre des marchés publics, de la publication d'informations non financières et des réglementations régissant le secteur de la finance;

- Les recours restent peu nombreux et un effort concerté doit être fait pour que ceux qui ont subi des préjudices causés par des entreprises puissent avoir accès à la justice;
- Le dialogue devient plus approfondi. Les débats, généralement constructifs, ont porté sur les deux principaux thèmes suivants : comment prévenir les incidences négatives des activités des entreprises et comment faire en sorte que celles-ci soient tenues de rendre des comptes;
- Les représentants des entreprises participent plus activement aux débats concernant les expériences, les difficultés et les enseignements tirés de l'application des Principes directeurs. La présence des présidents-directeurs généraux (PDG) de certaines sociétés mondiales a également témoigné de l'engagement accru des entreprises. Parallèlement, les participants étaient généralement d'accord sur la nécessité d'encourager une plus large participation du secteur privé, notamment de la part des petites et moyennes entreprises (PME);
- La décision prise par le Conseil des droits de l'homme de créer un Groupe de travail intergouvernemental chargé d'élaborer un instrument juridiquement contraignant sur les droits de l'homme et les sociétés transnationales ne devrait pas nuire aux efforts visant à appliquer les Principes directeurs. Au contraire, le processus d'élaboration d'un nouvel instrument international devrait s'appuyer sur ces Principes et non les affaiblir;
- Enfin, et surtout, il a été souvent recommandé de mettre en place un processus régulier et systématique de mesure et d'établissement de rapports sur les progrès accomplis par les États et les entreprises dans l'application des Principes directeurs.

## **V. Séance plénière d'ouverture**

### **A. Allocutions de bienvenue**

10. La séance plénière d'ouverture a été présidée par le Président du Forum, Mo Ibrahim. Des allocutions de bienvenue ont été prononcées par le Président du Conseil des droits de l'homme, Baudelaire Ndong Ella, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, et le Président du Groupe de travail, Michael Addo.

11. Les orateurs ont souligné l'envergure mondiale du Forum et la diversité de ses parties prenantes. Prenant acte du fait que les défis liés à la question des entreprises et des droits de l'homme ne pouvaient être relevés par une seule catégorie d'intervenants, ils ont souligné l'importance du dialogue multipartite et encouragé les participants à se pencher sur des actions innovantes et des solutions concrètes.

12. Le Président du Conseil des droits de l'homme a souligné que la responsabilité de l'application des Principes directeurs incombait tant aux États qu'aux entreprises.

13. Le Président du Forum a mis en avant les rôles importants et complémentaires que pouvaient jouer les différentes parties prenantes pour promouvoir les droits de l'homme dans l'entreprise. Il a souligné la nécessité de mener un dialogue constructif sur un pied d'égalité, avec un objectif commun reposant sur des intérêts mutuels.

Évoquant son expérience personnelle, il a affirmé que les entreprises avaient le potentiel pour appuyer et améliorer la société et insisté sur le rôle primordial de la société civile dans la conduite des changements. Engageant les parties prenantes à mettre l'accent sur l'obtention de résultats, il a demandé que soit mis en place un processus de surveillance indépendant et crédible pour mesurer les progrès réalisés dans l'application des Principes directeurs et en rendre compte.

14. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a rendu hommage aux défenseurs des droits de l'homme et salué leur rôle s'agissant de sensibiliser les entreprises à leur responsabilité en matière de respect des droits de l'homme. Tout en reconnaissant le potentiel de l'entreprise à générer des opportunités et des services économiques importants pour l'exercice des droits de l'homme, il a aussi attiré l'attention sur leurs incidences négatives potentiellement graves et préconisé davantage de justice et de responsabilisation. Il a rappelé aux participants la tragédie de Bhopal et commémoré le trentième anniversaire de cette catastrophe.

15. Le Président du Groupe de travail a situé le Forum dans le contexte d'une évolution plus large de la question des entreprises et des droits de l'homme, puisqu'il s'agit d'en élaborer les éléments constitutifs d'un régime international. Dans un monde assailli par les défis de la gouvernance mondiale, il a appelé l'attention sur la nécessité de remédier aux lacunes juridiques qui continuaient à faire obstacle à la responsabilisation, et de poursuivre la mise en application des Principes directeurs dans certains secteurs particuliers.

**B. Déclarations de politique générale et Groupe de haut niveau :  
Le point de vue des dirigeants sur les entreprises et les droits  
de l'homme : relever les principaux défis mondiaux  
– marche à suivre et moyens à mettre en œuvre**

16. Cette réunion a été animée par Marc Gunther (Guardian Sustainable Business). Les orateurs principaux étaient Paul Polman (PDG d'Unilever), Sharan Burrow (Secrétaire général de la Confédération syndicale internationale), Hina Jilani (avocate auprès de la Cour suprême du Pakistan), et Paul Bulcke (PDG de Nestlé). Les intervenants étaient Bob Collymore (PDG de Safaricom Kenya), Alejandra Ancheita (directrice exécutive de ProDESC), Idar Kreutzer (PDG de Finance Norway), et Kees van Baar (Ambassadeur des droits de l'homme, Pays-Bas).

17. L'objectif de cette réunion était de passer en revue les considérations stratégiques et les défis que les dirigeants devront relever pour assurer l'application des Principes directeurs à l'échelle mondiale et intégrer davantage le respect des droits de l'homme dans les pratiques commerciales.

18. Dans ses observations liminaires, Paul Polman a présenté le Plan pour un fonctionnement durable mis en œuvre par Unilever, qui comprenait un engagement explicite à appliquer les Principes directeurs. Il était convaincu que les entreprises avaient la responsabilité d'aller au-delà de leur obligation légale de ne pas causer de préjudice, et il a mis en évidence le pouvoir qu'ont l'Internet et les changements d'habitudes de consommation des jeunes pour pousser les entreprises à améliorer leur comportement.

19. Sharan Burrow a mis en avant la situation précaire des travailleurs dans le secteur informel et souligné que plus de 30 millions de travailleurs dans le monde entier sont réduits en esclavage et exploités par des entités privées. Elle a affirmé que les Principes directeurs constituaient l'instrument le plus important en matière de responsabilité des entreprises concernant les droits de l'homme et a précisé que les entreprises ne pouvaient pas déléguer leurs obligations à cet égard.

20. Les intervenants ont mis en évidence la clarté des Principes directeurs s'agissant de la responsabilité des entreprises en matière de droits de l'homme. Ils ont encouragé les États à jouer un rôle actif dans l'élaboration des plans d'action nationaux et ont souligné l'importance de systèmes juridiques nationaux efficaces pour avoir accès à la justice. Tout en reconnaissant l'importance des grandes sociétés transnationales participant au Forum, en raison de l'influence qu'elles exerçaient sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, les intervenants ont aussi appelé à une participation accrue des PME et ont insisté sur la nécessité de défendre les droits des travailleurs partout dans le monde.

21. Dans son allocution de clôture, Hina Jilani a évoqué l'obligation fondamentale qu'ont les États de protéger les citoyens contre l'exploitation et la privation. Elle a souligné l'importance : des cadres juridiques pour assurer la participation civique; de l'autonomisation des femmes dans la sphère économique; de l'accès à l'information; et de la nécessité d'un système judiciaire fort et indépendant pour garantir l'accès à des recours utiles.

22. Dans son allocution de clôture, Paul Bulcke a souligné qu'il était nécessaire que les entreprises intègrent les droits de l'homme dans leurs activités quotidiennes ainsi que dans leurs plans d'activité, et qu'elles fassent preuve de diligence raisonnable en matière de droits de l'homme. Il a souligné qu'il importait d'instaurer la confiance entre toutes les parties prenantes en maintenant la transparence et en mettant effectivement en œuvre les politiques et procédures dans ce domaine.

### **C. Réunion-débat de haut niveau : Perspectives mondiales dans le domaine des entreprises et des droits de l'homme : principaux thèmes, facteurs déterminants, tendances et défis**

23. Cette réunion-débat était animée par Georg Kell (Directeur général du Pacte mondial de l'ONU). Margaret Jungk, membre du Groupe de travail, a fait des observations liminaires, et une étude a ensuite été présentée par Monica Woodley (directrice de rédaction, Economist Intelligence Unit). Les intervenants à cette réunion étaient : Jayati Ghosh (professeur d'économie à l'Université Jawaharlal Nehru); Morten Høglund (Secrétaire d'État, Ministère norvégien des affaires étrangères); Rajiv Joshi (directeur général de The B Team); Lisa Misol (conseillère principale sur les entreprises et les droits de l'homme à Human Rights Watch); Edgar Tung (directeur général des ressources humaines, département Communications et développement de l'organisation d'Esquel Group); et Brent Wilton (secrétaire général de l'Organisation internationale des employeurs).

24. Les participants ont examiné les données issues des enquêtes en cours et les ont placées dans le contexte plus large des macro-tendances et des aspirations changeantes concernant le monde des entreprises. Les résultats provisoires de l'enquête sur le respect des droits de l'homme dans les entreprises ont été présentés par l'Economist Intelligence Unit. Ils ont montré que 85 % des répondants estimaient que les entreprises avaient un rôle à jouer pour défendre les droits de l'homme, mais que 56 % des entreprises interrogées n'avaient pas de politique particulière en la matière. Les intervenants ont débattu des facteurs déterminants et des difficultés dans ce domaine et ont examiné la manière dont les États et les entreprises s'acquittaient de leurs fonctions et de leurs responsabilités respectives, ainsi que la marche à suivre à cet égard.

25. Tous les participants ont fait observer que des progrès importants avaient été réalisés depuis l'adoption des Principes directeurs; les orateurs ont appelé l'attention sur la possibilité de s'appuyer sur cet élan positif pour développer les liens avec



d'autres initiatives dans ce domaine, telles que les négociations sur les changements climatiques et les priorités de développement pour l'après-2015. Tout en constatant que les entreprises « éclairées » avaient le potentiel pour promouvoir la transformation à l'échelle mondiale, les orateurs ont également souligné qu'il était nécessaire de procéder à des changements aux niveaux régional et national et d'apporter un appui aux PME. Ils ont également déploré la réduction de la place dévolue à la société civile et se sont dits préoccupés par les attaques dirigées contre les défenseurs des droits de l'homme. Les intervenants ont vivement insisté sur la nécessité de garantir la primauté du droit, la responsabilisation et l'accès à la justice. Évoquant le processus de mise en œuvre du traité, ils ont souligné l'importance d'y associer toutes les entreprises, pas seulement les sociétés transnationales.

#### **D. Mise en évidence des stratégies efficaces appliquées par les parties prenantes et les militants concernés**

26. Ce thème spécial a été présenté par un membre du Groupe de travail, Pavel Sulyandziga, et a été l'occasion d'entendre directement la voix des victimes et des défenseurs des droits de l'homme. N. D. Jayaprakash (Coalition pour l'aide aux victimes de la catastrophe de Bhopal) a rappelé les événements qui s'étaient produits à Bhopal en 1984 et a soulevé trois questions clefs : les sociétés transnationales devraient appliquer les mêmes normes à l'étranger que dans leur pays d'origine; un dossier médical devrait être attribué aux victimes pour permettre leur traitement et leur indemnisation ultérieurs; et un recours devrait être rendu possible dans le cadre de l'ONU. Bettina Cruz, s'exprimant au nom d'un groupe de représentants de peuples autochtones, a souligné qu'il était important que les États s'acquittent de leur devoir de protection, notamment en élaborant des plans d'action nationaux visant à appliquer les Principes directeurs conjointement avec les peuples autochtones. Elle a relevé : l'augmentation du taux de criminalisation des défenseurs des peuples autochtones; la nécessité pour les entreprises de faire preuve de diligence raisonnable en matière de droits de l'homme; les préoccupations quant à l'accès à des voies de recours, notamment en ce qui concerne les sévices sexuels et le recours excessif à la force envers les peuples autochtones; et l'importance de l'appui à la participation des peuples autochtones aux prochains Forums.

### **VI. Domaine thématique I : Renforcer les politiques publiques relatives aux entreprises et aux droits de l'homme au moyen de plans d'action nationaux et d'autres mesures**

#### **A. Présentation du document d'orientation concernant les plans d'action nationaux visant à appliquer les Principes directeurs, et points de vue des parties prenantes**

27. Le renforcement de l'action des États concernant la question des entreprises et des droits de l'homme est un objectif stratégique qui a été au centre des débats tout au long du Forum. Le premier jour du Forum, le Groupe de travail a présenté son document d'orientation portant sur les plans d'action nationaux visant à appliquer les Principes directeurs. Ce document était fondé sur de larges consultations menées en 2014, notamment dans le cadre de collaborations avec l'International Corporate Accountability Roundtable (ICAR) et l'Institut danois pour les droits de l'homme, coorganisateurs de la réunion consacrée aux plans d'action nationaux. Le Groupe de travail a établi quatre critères d'efficacité des plans d'action nationaux : ils doivent

s'appuyer sur les Principes directeurs; être adaptés au contexte et porter sur les effets indésirables existants et potentiels en matière de droits de l'homme liés aux entreprises dans le pays; être élaborés dans le cadre de processus participatifs et transparents; et être régulièrement révisés et mis à jour.

28. Des représentants de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et dans la pratique ont fait des observations spécialisées sur le document d'orientation. Ils ont souligné que les plans d'action nationaux sur les entreprises et les droits de l'homme devaient être conformes aux principales normes internationales relatives au travail, intégrer dans toutes les phases d'exécution une perspective prenant en considération les questions d'égalité des sexes, et s'appuyer sur la participation inclusive de multiples parties prenantes.

29. Au cours de la réunion, des parties prenantes, notamment appartenant à des associations d'entreprises, à la communauté des investisseurs, à des institutions nationales de défense des droits de l'homme et à la société civile, ont invité les États à élaborer des plans d'action nationaux. Des représentants de l'Allemagne, du Chili et de la Colombie ont présenté le point de vue de leurs gouvernements respectifs.

## **B. Le rôle des États dans la création d'un marché responsable : Intervenir dans les principaux domaines des politiques générales**

30. Cette réunion était animée par John Morrison (Institut pour les droits de l'homme et les entreprises). Les intervenants étaient : Edgardo Riveros (Vice-Ministre des affaires étrangères, Chili); Karen J. Hanrahan (Sous-Secrétaire d'État adjoint du Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail des États-Unis); Sun Lihui (Chambre de commerce chinoise des importateurs et des exportateurs de métaux, minéraux et produits chimiques); Vani Sathisan (Commission internationale de juristes, Myanmar); Viviane Schiavi (Chambre de commerce internationale); et Alexandra Guáqueta, membre du Groupe de travail.

31. Dans ses observations liminaires, John Morrison a remis en cause la position répandue selon laquelle les entreprises voudraient peu de réglementations, faisant observer qu'elles étaient davantage favorables à la clarté et à la prévisibilité des réglementations, que les plans d'action nationaux pourraient rendre plus cohérentes.

32. Deux faits nouveaux importants survenus en 2014 ont fait l'objet de débats : les décisions prises par les Gouvernements du Chili et des États-Unis d'élaborer des plans d'action nationaux relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme; et l'établissement par la Chine de directives à l'intention des sociétés minières ayant des activités à l'étranger. La représentante de la Commission internationale de juristes a souligné que, même si les investissements étrangers étaient généralement bienvenus, il fallait éviter qu'ils aient des effets indésirables sur les droits de l'homme. En outre, elle a fait état de problèmes tels que la corruption parmi les forces de sécurité et dans la magistrature, qui constituaient des obstacles à la mise en œuvre effective par l'État de son obligation de protéger. Elle a souligné que la société civile devait être associée à un véritable dialogue et que les investisseurs devaient être plus réactifs et responsables. Le représentant de la Chambre de commerce internationale a accueilli avec satisfaction les progrès réalisés, dont témoignaient les plans d'action nationaux relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme dans certains pays, et il a souligné que les entreprises souhaitaient que ces plans d'action renforcent la cohérence des politiques et soient élaborés dans le cadre de processus ouverts et participatifs. M<sup>me</sup> Guáqueta a fait remarquer que l'application des Principes directeurs devrait

associer les ministères chargés du commerce, de l'agriculture et de l'exploitation minière, ainsi que d'autres ministères chargés de domaines majeurs de la politique économique, et que la coordination entre les gouvernements était essentielle.

33. Une question soulevée lors du débat portait sur les moyens de faire évoluer la perception selon laquelle les normes relatives aux droits de l'homme étaient mauvaises pour l'économie et effrayaient les investisseurs. Il a été rappelé que les plans d'action nationaux étaient un bon moyen d'aller de l'avant et que les gouvernements devaient envoyer un signal fort indiquant aux entreprises qu'elles devaient respecter les droits de l'homme, à travers des mesures telles que les procédures de passation de marchés publics, l'utilisation des crédits budgétaires pour l'investissement et le commerce, et l'appui aux ONG à différents niveaux. D'autres idées ont été formulées, notamment celle de prendre des mesures visant à renforcer la coordination entre les États et d'élaborer des indicateurs pour évaluer les progrès accomplis. Le représentant permanent de l'Afrique du Sud a souligné qu'il était difficile d'assurer une cohérence au-delà des frontières en ce qui concernait la conformité des entreprises dans ce domaine. Il a fait valoir que, même si les États continuaient à travailler sur des plans d'action nationaux visant à appliquer les Principes directeurs, il était nécessaire de poursuivre l'élaboration d'un instrument juridique international destiné à établir une norme mondiale commune, et il ne fallait pas considérer que ces deux voies s'excluaient mutuellement.

### **C. Étendre les actions liées aux entreprises et aux droits de l'homme : le rôle des organisations internationales et régionales**

34. Le modérateur de la réunion était Richard Howitt (membre du Parlement européen). Les intervenants étaient Norma Colledani (Commission interaméricaine des droits de l'homme), Salah Hammad (Commission de l'Union africaine), Tamislav Ivančić (Commission européenne), Roel Nieuwenkamp (Groupe de travail de l'OCDE pour la conduite responsable des entreprises) et Alexandra Guáqueta, membre du Groupe de travail.

35. Le modérateur a déclaré pour commencer que les Principes directeurs s'inscrivaient dans une tendance à l'alignement sur des cadres crédibles de réglementation des questions liées aux entreprises et aux droits de l'homme et à la convergence vers ces cadres. M<sup>me</sup> Guáqueta a souligné le potentiel des organisations régionales et proposé que, d'une part, celles-ci incitent leurs États membres à s'engager dans le développement de plans d'action nationaux sur les entreprises et les droits de l'homme, et s'attachent à placer les Principes directeurs à l'ordre du jour des institutions financières régionales et que, d'autre part, les mécanismes régionaux des droits de l'homme prennent connaissance desdits principes.

36. Il a été rappelé aux participants que les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (2011) offraient des mécanismes de plainte et de promotion pour la mise en œuvre du deuxième pilier du cadre de référence des Nations Unies par l'intermédiaire de contacts nationaux. Bien que des progrès supplémentaires soient nécessaires, le système de l'OCDE s'est révélé utile dans des situations concrètes de violations des droits de l'homme et du droit du travail et a permis de clarifier les critères de diligence dans le cadre du commerce des minerais provenant d'une zone de conflit ainsi que dans le secteur des textiles et le secteur financier. Pour ce qui est du système interaméricain, la résolution de l'Organisation des États américains de juin 2014 visant la promotion du dialogue au sujet de l'entreprise et des droits de l'homme ainsi que la séance spéciale devant être consacrée à la question en janvier 2015 ont été mentionnées. La Commission

européenne participe à la promotion des Principes directeurs par sa politique relative à la responsabilité sociale des entreprises, qui est en adéquation avec le cadre de référence des Nations Unies en ce qui concerne tant l'analyse de la responsabilité de l'entreprise consistant à prévenir les effets négatifs de leurs activités et à y remédier que l'association judicieuse d'actions volontaires et d'actions réglementées. S'agissant de l'évolution de la réglementation, ont été soulignés l'intégration des droits de l'homme dans les marchés publics, l'obligation d'établir des rapports sur des questions non financières et le cadre proposé pour les minerais provenant d'une zone de conflit. Jusqu'à présent, huit États membres de l'Union européenne ont mis au point des plans d'action nationaux concernant l'entreprise et les droits de l'homme ou la responsabilité sociale des entreprises; d'autres plans semblables sont attendus en 2015. S'agissant des évolutions observées en Afrique, le récent Forum régional sur les entreprises et les droits de l'homme, organisé conjointement par le Groupe de travail, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et la Commission de l'Union africaine, avait pour objectif global d'intégrer les Principes directeurs à l'Architecture africaine de la gouvernance créée en 2011. Ce cadre de gouvernance vise à traiter les droits de l'homme comme une question transversale. Il permettra d'apporter aux États membres un soutien dans leurs plans d'action nationaux, y compris pour progresser dans la mise en œuvre des Principes directeurs.

37. Il a également été question des travaux d'autres organisations régionales, parmi lesquels on peut citer le projet de recommandation aux États membres sur les droits de l'homme et l'entreprise du Comité des ministres du Conseil de l'Europe<sup>3</sup>, qui a pour objet de soutenir les États membres dans la mise en œuvre des Principes directeurs, l'étude récente de la Commission intergouvernementale des droits de l'homme de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est relative à la responsabilité sociale de l'entreprise et aux droits de l'homme et d'autres plans, ainsi que les travaux de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) sur la traite et le travail forcé. Certains participants ont signalé que le processus de mise au point d'un plan d'action national pouvait être lourd pour les États et la société civile et ont indiqué que des mécanismes régionaux pouvaient contribuer au renforcement des capacités afin d'en soutenir la mise en œuvre et apporter une aide pour harmoniser les démarches régionales afin qu'à l'avenir les États puissent examiner leurs situations respectives. Il a été précisé que le Mécanisme d'examen par des pairs en Afrique constitue un lieu d'échange de bonnes pratiques entre les États.

## **VII. Domaine thématique II : Le respect dans la pratique : progrès et difficultés de mise en œuvre de la responsabilité de l'entreprise de respecter**

38. La réunion a été organisée par le Groupe de travail en collaboration avec la Global Business Initiative on Human Rights (GBI) et le Business and Human Rights Resource Centre. Elle était composée des deux groupes d'étude suivants : « Intégrer les Principes directeurs dans la prise de décisions et les différents processus » et « Appliquer les Principes directeurs localement ».

39. Margaret Jungk, membre du Groupe de travail, a introduit la séance. Elle a souligné qu'intégrer la responsabilité qu'a l'entreprise de respecter n'était pas un

<sup>3</sup> Voir Conseil de l'Europe, Comité directeur pour les droits de l'homme, Groupe de rédaction sur les droits de l'homme et les entreprises, rapport de la troisième réunion, tenue à Strasbourg du 24 au 26 septembre 2014 (CDDH-CORP(2014)R3, annexe III), figurant à l'adresse suivante : [http://www.coe.int/t/dghl/standardsetting/hrpolicy/Other\\_Committees/HR\\_and\\_Business/Documents/CDDH-CORP\(2014\)R3\\_en.pdf](http://www.coe.int/t/dghl/standardsetting/hrpolicy/Other_Committees/HR_and_Business/Documents/CDDH-CORP(2014)R3_en.pdf).

simple exercice constitué d'une liste de tâches à accomplir, en précisant que des systèmes d'entreprise « durs » associés à une culture « douce » pour ce qui est des structures des entreprises eu égard aux droits de l'homme pouvaient contribuer à la complexité des cadres de fonctionnement « bons » et éthiques. Elle a salué la démarche innovante adoptée par des sociétés et des organisations de la société civile consistant à présenter leurs liens et leurs efforts communs relatifs à l'incidence particulière de certaines situations concrètes sur les droits de l'homme.

#### **A. Intégrer les Principes directeurs dans la prise de décisions et les différents processus**

40. Le modérateur du premier groupe d'étude était Mark Hodge (GBI). Les intervenants étaient Shane Boladeras (BG Group); Kasumi Blessing (Novo Nordisk); Ron Popper (ABB); et Julie Vallat et Peter Herbel (Total S.A). Ils ont présenté la façon dont leurs sociétés respectives intégraient le respect des droits de l'homme dans les processus et pratiques de l'entreprise. Ils ont évoqué différents aspects de la mise en œuvre, notamment les suivants : engagement des hauts responsables dans les politiques et l'intégration des droits de l'homme; analyse des risques au regard des droits de l'homme à travers l'entreprise; programmes de renforcement des capacités et de formation; critères d'efficacité des mécanismes de plainte. Parmi les enseignements et observations clefs de la réunion-débat, on relève les éléments ci-après :

- L'engagement des hauts responsables, notamment du Président-Directeur général, fait une différence sensible quant à l'attitude plus ou moins responsable de l'entreprise à l'égard des droits de l'homme. Cela ne se limite pas à la définition de politiques mais s'étend à la mise en place des systèmes et de la culture adaptés pour enraciner le respect des droits de l'homme et renforcer l'influence de l'engagement auprès des tiers;
- Les Principes directeurs exigent des sociétés qu'elles regardent au-delà d'un ensemble étroit de droits et d'opérations, et on observe un certain niveau de convergence entre les outils de gestion que les parties prenantes utilisent, même d'un secteur à l'autre;
- La formation et le renforcement des capacités ne sont pas des éléments « souples ». Un bon programme délivre des messages et des attentes très clairs; créer un savoir-faire peut s'avérer très technique. En outre, la formation doit être complétée par des processus de prise de décisions clefs comprenant des questions ou des exigences relatives aux droits de l'homme;
- Pour ce qui est des mécanismes de plainte, une difficulté majeure est la manière de garantir qu'à l'intérieur de la société les entités concernées soient prêtes à répondre pleinement et avec diligence aux plaintes, réclamations et retours d'information, y compris en tenant compte du budget et du temps impartis;
- Si l'établissement d'un ensemble cohérent et global de politiques, systèmes et capacités est complexe et prend trop de temps aux grandes entreprises multinationales, il peut alors être opportun d'avoir des attentes raisonnables en définissant les critères appliqués aux fournisseurs, clients et partenaires commerciaux.

41. Une dernière observation, transversale, était qu'une société seule doit, à un moment donné, faire face à tous les aspects de la responsabilité sociale de l'entreprise. Par conséquent, mettre en œuvre le respect pour les droits de l'homme qui incombe à l'entreprise conformément aux Principes directeurs peut impliquer un processus extrêmement complexe de changement de l'organisation de l'entreprise. Cela dit, les sociétés démontrent qu'il s'agit là de « l'art du possible ».

## B. Application des Principes directeurs localement

42. Le modérateur du deuxième groupe d'étude était Phil Bloomer (Business and Human Rights Resource Centre). Les intervenants étaient Felix Poza (Inditex); Isidor Boix (IndustriALL); Simone Rocha Pinto (Vale S.A.); Nisha Varia (Human Rights Watch); Yann Wyss (Nestlé); Nick Weatherill (International Cocoa Initiative (ICI)); Irit Tamir (Oxfam); et Rebecca MacKinnon (Ranking Digital Rights). Les représentants de Vale S.A. et Human Rights Watch ont évoqué le travail avec des communautés au Mozambique au sujet des questions de relocalisation; les représentants d'Inditex et IndustriALL ont évoqué l'importance de leur contrat cadre global pour les droits fondamentaux du travail en Turquie; et les représentants de Nestlé, ICI et Oxfam ont décrit l'intérêt qu'il y avait à travailler ensemble pour lutter contre le travail des enfants et soutenir les droits des femmes en Afrique de l'Ouest. Parmi les leçons et observations clefs de la réunion-débat on note :

- La collaboration entre les entreprises et la société civile pour obtenir de meilleurs résultats en matière de droits de l'homme en utilisant les Principes directeurs comme point de référence est encourageante. Une bien plus grande collaboration est nécessaire et il importe d'en tenir compte dans l'analyse des progrès, difficultés et tendances au niveau macroéconomique ou mondial;
- Les intervenants et de nombreux participants ont reconnu que des relations mûres impliquent un certain niveau de désaccord et de débat au sujet des contextes, moteurs, difficultés et meilleures solutions au niveau local. Toutes les parties doivent agir avec intégrité et transparence et les interventions doivent se fonder sur des faits ou des éléments concrets;
- Les participants ont salué la démarche du groupe d'étude et ont estimé que deux points en particulier constituaient des éléments de discussion importants pour les forums annuels : 1) il est essentiel de se concentrer sur des cas et contextes très spécifiques pour commencer à comprendre si et comment les Principes directeurs font une différence pour les titulaires de droits; 2) il est important de rassembler les sociétés et les acteurs de la société civile impliqués dans un cas donné et qui ont une bonne compréhension du contexte et des faits dont il s'agit.

43. Au cours de la dernière partie de la séance, des représentants des Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Colombie ont formulé des observations. Ils ont souligné que les gouvernements avaient un rôle important à jouer en encourageant des partenariats entre les entreprises et la société civile au moyen de la législation, de conseils et de forums réunissant différentes parties prenantes, ainsi qu'en leur qualité d'acheteurs et de parties à des contrats.

## VIII. Domaine thématique III : Réunions-débats autour de la question de l'accès aux recours

44. Un des sujets clefs du Forum, sujet que le Conseil des droits de l'homme, par sa résolution 26/22, a expressément invité le Groupe de travail à inclure dans ses travaux, était la facilitation de l'accès à un recours utile dans les cas où une entreprise était impliquée dans des violations de droits de l'homme. Les groupes d'étude ont été mis en place par le Haut-Commissariat, en collaboration avec le Groupe de travail. Ceux qui étaient axés sur les recours judiciaires devaient contribuer à l'initiative du Haut-Commissariat consistant à faciliter la mise en jeu de la responsabilité et l'accès aux recours judiciaires dans les cas d'implication d'entreprises dans des violations graves des droits de l'homme, initiative à laquelle le Groupe de travail collabore.



## **A. Défis pratiques et juridiques associés à la responsabilité des entreprises impliquées dans des violations flagrantes des droits de l'homme**

45. La réunion était animée par Anita Ramasastry (faculté de droit de l'Université de Washington). Jennifer Zerk, juriste, a formulé des observations préliminaires en sa qualité de consultante pour l'initiative du Haut-Commissariat susmentionnée. Les intervenants étaient Alberto d'Alotto (Représentant permanent de l'Argentine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève); Jean-Philippe Kot (Avocats sans Frontières); Dickay Kunda (communauté kilwa, République démocratique du Congo); Matthias Thorns (Organisation internationale des employeurs); et Michael Addo, membre du Groupe de travail.

46. M<sup>me</sup> Zerk a fait part de constats de son étude, commandée par le Haut-Commissariat, sur la manière dont les systèmes judiciaires internes répondent aux allégations de participation d'une entreprise à des violations flagrantes des droits de l'homme. Il ressort de l'étude que les systèmes internes ont actuellement des difficultés à engager la responsabilité des entreprises. Sur la base de l'étude, le Haut-Commissariat a lancé un programme destiné à faire face à des tâches identifiées, comme la nécessité de préciser les critères de responsabilité dans différents systèmes juridiques, les rôles et responsabilités des États intéressés, les pratiques de financement des plaintes et des recours au civil et au pénal, et des recherches complémentaires sur les difficultés rencontrées par les procureurs nationaux dans les poursuites pour violations des droits de l'homme impliquant des entreprises. Ces démarches prendront fin en 2016 et permettront de proposer aux États des recommandations, des orientations et des bonnes pratiques.

47. Les exposés ont mis en lumière des perspectives pratiques, sous différents angles : comment traiter la complicité présumée de certaines entreprises dans les violations des droits de l'homme commises au cours de la dictature en Argentine dans les années 1960; difficultés rencontrées par la communauté touchée par l'incident minier à Kilwa, en République démocratique du Congo, pour accéder à des voies de recours, dans le pays et au niveau international, contre la société qui aurait soutenu les militaires dans la perpétration des violations; le point de vue de la société civile, qui met en évidence la nécessité d'une protection des victimes adaptée dans les cas de violations flagrantes des droits de l'homme et les difficultés pratiques que posent les critères de la preuve applicables aux procédures pénales; et l'appel des employeurs internationaux à renforcer l'accès aux voies de recours judiciaires et à examiner les manières de garantir que les gouvernements prennent des mesures appropriées, y compris en renforçant la surveillance de leurs actions dans le cadre de l'Examen périodique universel; utiliser les fonds provenant de dons aux États d'accueil de manière créative; améliorer l'accès aux recours dans les pays d'accueil dans les cas impliquant des entreprises multinationales; et adopter des mesures pour réduire le caractère informel de certaines opérations, qui constitue un obstacle majeur à l'accès à une quelconque sorte de procédure formelle, y compris au simple statut juridique pour certains intéressés. M. Addo a précisé que l'absence de culture juridique commune constituait un autre obstacle important à l'accès à des recours judiciaires utiles.

48. Au cours du débat il a également été dit que la mise en jeu de la responsabilité pour des infractions impliquant des entreprises pouvait être améliorée en tentant de réduire le caractère informel du fonctionnement de l'économie, et qu'il était nécessaire de renforcer les recours locaux dans les États où se produisaient des violations des droits de l'homme. Une préoccupation constante était que les Principes directeurs devaient être appliqués plus efficacement.

## **B. Identifier les possibilités de réglementation et de coordination internationales pour surmonter les obstacles empêchant d'accéder aux recours**

49. La réunion était animée par Jane Connors (Division de la recherche-développement, HCDH). Les intervenants étaient Gabriela Quijano (Amnesty International); Ariel Meyerstein (United States Council for International Business); Simon Minks (Procureur principal, Pays-Bas); Ian Binnie (Conseil chez Lenczner Slaght, et ancien juge à la Cour suprême du Canada); et Michael Addo, membre du Groupe de travail.

50. Jane Connors a souligné que les Principes directeurs exigeaient des États qu'ils réduisent systématiquement les obstacles juridiques et pratiques à l'accès aux recours. Elle a mis l'accent sur les difficultés pratiques posées par les sociétés transnationales et les difficultés rencontrées par les victimes pour avoir accès à des recours auprès des juridictions internes, notamment le partage de la responsabilité entre État d'accueil et État d'origine pour garantir l'accès aux recours et des modèles possibles de coopération et de réglementation internationales qui pourraient être imités dans ce domaine.

51. Les intervenants ont formulé des idées pour le renforcement de la coopération entre États d'accueil et États d'origine. La représentante d'Amnesty International a déclaré que, selon certaines recherches, l'absence de coopération entre État d'accueil et État d'origine constituait l'un des principaux obstacles à l'accès à un recours utile dans les cas de violations des droits de l'homme impliquant des sociétés transnationales. Des mesures concrètes, telles que la mise en place d'une coopération en matière de réglementation comme moyen d'accroître les possibilités de recours disponibles et le renforcement de la mise en œuvre du devoir de protection ou de diligence incombant aux sociétés mères ont été proposées. A également été proposée la possibilité d'envisager des stratégies non conventionnelles, y compris des partenariats et un travail avec la société civile pour obtenir une représentation des communautés et pour rassembler des preuves en cas de litige; des solutions technologiques transfrontières; ainsi que la formation et l'intégration de procureurs dans des juridictions étrangères. Il a été souligné qu'avant de décider d'engager des poursuites, il était important d'avoir conscience que la procédure serait très longue et coûteuse avant de parvenir à une issue judiciaire. Étant donné l'écart de ressources entre les acteurs du secteur privé et les victimes (ainsi que les organes de poursuites), il a été suggéré qu'il pourrait parfois être opportun d'aboutir à un accord, comprenant par exemple l'indemnisation des victimes et une communication à l'attention du public. Il a été souligné que la coopération internationale était essentielle pour rassembler des preuves et qu'il importait de développer les relations bilatérales pour garantir une telle coopération. Des participants ont observé que la divulgation d'informations relatives aux risques et effets des activités des entreprises à l'égard des droits de l'homme n'était pas encore uniformisée au niveau des sociétés et des marchés financiers et que les évolutions récentes de la lutte contre la corruption pouvaient être reproduites dans le domaine de l'entreprise et des droits de l'homme, y compris s'agissant de la nécessité d'un changement de culture, de telle sorte qu'il deviendrait inacceptable que ce soient les personnes vulnérables qui supportent les conséquences des activités des entreprises sur les droits de l'homme. Il a été signalé que les gouvernements répondaient aux pressions politiques et que certains commençaient à mettre en jeu la responsabilité des sociétés relevant de leur juridiction et à élaborer des mécanismes de signalement ainsi que des critères d'obtention d'une aide, financière ou autre. M. Addo a souligné qu'il importait que les gouvernements adoptent des politiques cohérentes.



52. Au cours des échanges qui ont suivi, il a été question des problèmes posés par la corruption des systèmes judiciaires dans le monde; de la possibilité d'exiger la prise en compte de la responsabilité délictuelle et de la rattacher à l'accès aux recours pour les victimes; des recommandations attendues du Conseil de l'Europe sur la mise en œuvre des Principes directeurs; et du pouvoir insuffisant dévolu aux mécanismes de plainte relevant des États, comme les points de contact nationaux de l'OCDE et d'autres agences chargées de superviser les normes relatives au comportement responsable des entreprises.

### **C. Moyens de dépasser les obstacles financiers à l'accès aux recours judiciaires**

53. La réunion était animée par Gwynne Skinner (Willamette University College of Law); les intervenants étaient Richard Meeran (Leigh Day); Katherine McDonnell (EarthRights International); Krishnendu Mukherjee (Doughty Street Chambers et avocat défendant des causes d'intérêt public, Goa, Inde); et Alexandra Guáqueta, membre du Groupe de travail.

54. Gwynne Skinner a commencé par souligner les importantes recherches consacrées à la question de savoir comment le manque de financement peut empêcher le recours aux services d'un avocat et la capacité des victimes de porter plainte. Parmi les intervenants figuraient des juristes spécialisés dans les causes d'intérêt public, qui ont fait part de leur expérience du financement d'actions contre des sociétés impliquées dans des violations des droits de l'homme et ont échangé des idées sur de nouvelles manières de financer les plaintes. On a mis l'accent sur le fait qu'il importait de porter plainte devant une juridiction interne ou une juridiction de l'État d'accueil afin de développer la jurisprudence et qu'il était difficile notamment de déposer des plaintes représentatives en Inde. Parmi les moyens pouvant permettre de surmonter l'insuffisance du financement on relevait la collaboration avec des ONG susceptibles de fournir des fonds pour engager une action; le financement communautaire, dans le cadre duquel les membres d'une communauté touchée verseraient ce qu'ils pouvaient dans un fonds commun aux fins d'une action en justice; ou la création d'un fonds d'affectation spéciale, supervisé par l'État, pour faire face au coût de l'introduction de l'action. Il a été souligné qu'introduire ce type d'action était très coûteux parce que les affaires étaient complexes, parfois engagées devant des juridictions étrangères, nécessitant la collecte de preuves sur plusieurs pays, et que le financement public était généralement insuffisant, rendant ainsi difficile pour les cabinets acquis à des causes publiques et les cabinets d'avocats plus petits de traiter de tels dossiers. Au Royaume-Uni, on observait certaines évolutions qui faisaient apparaître de nouveaux obstacles financiers pour les victimes. Parmi les solutions envisageables, il était possible d'introduire des actions collectives avec possibilité d'exclusion, comme cela existait déjà dans certains pays, et de renverser la charge de la preuve dans les affaires engageant la responsabilité de la société mère. Un des aspects pratiques du soutien aux victimes tenait aux difficultés que celles-ci pouvaient rencontrer pour subvenir à leurs dépenses courantes pendant la procédure. Dans certains cas, les victimes pouvaient également avoir besoin d'être logées ailleurs – mesure coûteuse – ou de bénéficier d'autres mesures de protection des témoins; or les possibilités de financement de ce type d'interventions étaient actuellement restreintes. Les cabinets d'avocats appliquant des honoraires conditionnels et un programme d'« avocats coopérants » (dans le cadre duquel des avocats pouvaient travailler sur une question donnée dans un dossier en collaboration avec des ONG) pouvaient permettre de réduire le coût pour les ONG. Des idées concernant des méthodes de financement innovantes ont été exprimées, parmi lesquelles le financement des incidences sociales et l'emprunt de méthodes nouvelles appliquées

dans le domaine de l'environnement, où il est aujourd'hui courant d'exiger des industries qui ont un impact important sur l'environnement de verser une « caution » qui peut être utilisée à des fins de nettoyage, ainsi que la création de tribunaux chargés d'entendre les affaires relatives aux droits de l'homme.

#### **D. Mécanismes de plainte au niveau opérationnel dans des situations à haut risque : dilemmes et pratiques émergentes**

55. La réunion était animée par Alexandra Guáqueta, membre du Groupe de travail. Les intervenants étaient Gina Barbieri (Office of the Compliance Advisor/Ombudsman (CAO), Société financière internationale (SFI) et Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI)); Rutger Goethart (Heineken International B. V.); Anupama Mohan (Statoil et représentant l'Association internationale de l'industrie pétrolière pour la conservation de l'environnement (IPIECA), l'association mondiale de l'industrie pétrolière et gazière pour les questions sociales et environnementales); Komala Ramachandra (conseil, chargée des questions de responsabilisation); et Evans Sichalwe (Centre du droit et des droits de l'homme, République-Unie de Tanzanie).

56. Le débat a visé à appréhender la manière dont les principes régissant les mécanismes au niveau opérationnel pouvaient être concrètement appliqués dans certains des environnements les plus difficiles et la façon d'améliorer la compréhension des bonnes pratiques conformément aux critères énoncés dans les Principes directeurs. Alexandra Guáqueta a souligné qu'un mécanisme efficace impliquait que les processus et les résultats soient envisagés ensemble. Elle a attiré l'attention sur la complexité des environnements dans lesquels nombre de ces mécanismes devaient être mis en œuvre, y compris des zones caractérisées par de faibles structures de gouvernance, l'instabilité et l'isolement géographique.

57. Une difficulté générale observée par le Compliance Advisor/Ombudsman s'agissant des projets financés par la Société financière internationale concernait le manque de confiance dans les plaintes au niveau des projets ainsi que l'insuffisance des consultations des communautés et leur exclusion des processus de consultation. Parmi les questions clefs on relevait la manière de traiter les déséquilibres de pouvoir entre la communauté et l'entreprise; les façons d'améliorer la surveillance et l'évaluation par l'utilisation d'indicateurs et d'outils adaptés pour évaluer les effets des activités des entreprises; et les difficultés liées à l'utilisation d'autres modes de règlement des différends et la nécessité de procédures de transmission au niveau hiérarchique supérieur. Dans le cadre d'un projet de l'IPIECA, qui avait piloté la mise en place de mécanismes de plainte au niveau communautaire, on a pu constater que les mécanismes de plainte devaient faire partie des programmes ordinaires de diligence raisonnable appliqués par les sociétés; que plus les difficultés étaient résolues tôt, plus le risque d'aggravation des plaintes était faible; et que les questions les plus graves devaient être examinées par des juridictions. Selon les expériences d'autres sociétés, parmi les autres critères d'efficacité d'une procédure de plainte figurait la question de savoir si elle était objective, confidentielle, dépourvue de risques de représailles, et, à titre général, examinée et clôturée dans un délai de trois mois. Les difficultés rencontrées portaient notamment sur la manière de garantir l'accès effectif et la légitimité ainsi que la transparence s'agissant de la communication d'informations en dehors de la société sans pour autant compromettre son besoin de confidentialité ou mettre en danger ses stratégies concurrentielles. Du point de vue de la société civile, un certain nombre de défis ont été mis en évidence : une connaissance souvent insuffisante des mécanismes de plainte; la crainte de représailles en cas d'expression d'une plainte et la crainte que l'expression de celle-ci ne remette en cause des mesures de réinsertion; le peu de pouvoirs dévolus aux employés chargés de défendre les

intérêts des salariés sur le terrain; les déséquilibres de pouvoir au sein des communautés, ce qui avait des effets sur l'efficacité et la légitimité de certains règlements de différends; et, plus largement, la collusion entre les entreprises et des acteurs étatiques. Les actions concrètement engagées pour obtenir réparation des violations présumées dans le cas de la mine de North Mara en Tanzanie ont également révélé un déséquilibre des pouvoirs entre les sociétés et les plaignants.

58. Au cours des échanges qui ont suivi, des sujets tels que les éléments nécessaires relatifs à la restitution, à la remise en état, aux garanties de non-répétition et à l'accès à l'information ont été évoqués. Des participants ont déclaré qu'il était crucial de créer des conditions égales pour tous et de renforcer la capacité des communautés; que les gouvernements avaient un rôle essentiel à jouer pour mettre en place des cadres réglementaires favorables et prévenir les violations dès le départ; que des solutions adaptées sur le plan culturel devaient être trouvées et que l'acceptation par une communauté d'une solution au motif que cela était préférable à l'absence de solution devait être évitée; et que des mécanismes non judiciaires impliquaient des niveaux de protection qui relevaient de l'entreprise. Pour ce qui est de la manière de garantir la confiance placée dans les mécanismes de plainte, une série de possibilités a été mentionnée : mécanismes d'apprentissage; soutien à d'autres processus; protection des données; refus des formules passe-partout; et avantages qu'il y a à aborder le règlement des plaintes au niveau de la communauté locale.

## **IX. Domaine thématique IV : Intégration des Principes directeurs dans les cadres mondiaux de gouvernance**

### **A. Réunion-débat de haut niveau: renforcement des liens entre l'architecture économique mondiale et le programme relatif aux entreprises et aux droits de l'homme**

59. La séance était animée par Mike Posner, professeur spécialisé dans les entreprises et la société à la Stern School of Business de l'Université de New York. Pascal Lamy [Président d'honneur de Notre Europe – Institut Jacques Delors et ancien Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)] et Silvano Maria Tomasi (Archevêque catholique et Observateur permanent auprès de l'Office des Nations Unies à Genève) ont fait des observations liminaires. Les intervenants étaient Jorge Abrahao (Président de l'Ethos Institute for Business and Social Responsibility); Osvaldo L. Gratacos (Vice-Président et Conseiller-Médiateur pour l'application des directives de la SFI et l'AMGI, Groupe de la Banque mondiale), Irene Khan (Directrice générale de l'Organisation internationale de droit du développement); Stavros Lambrinidis (Représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'homme); Sandra Polaski (Directrice générale adjointe pour les politiques de l'Organisation internationale du Travail) et Jo Swinson (Ministre des relations sociales et des consommateurs, Royaume-Uni).

60. Dans ses observations liminaires, M. Lamy a mis en relief certaines des limites inhérentes à l'actuel modèle « cloisonné » du droit international lorsqu'il s'agit d'aborder la question des entreprises et des droits de l'homme. Il a présenté les avantages qu'il y aurait à explorer les interconnexions entre le commerce, le développement, l'environnement et les droits de l'homme, et a préconisé une approche unilatérale et pas seulement multilatérale. Il a mis en avant les lacunes de l'actuel système westphalien, qui accorde la primauté à la souveraineté de l'État, et appelé à une participation accrue de la société civile et à une approche fondée sur la coalition.

61. M. Tomasi a plaidé en faveur d'une conception plus éthique de l'entreprise, qui transcende la recherche du profit pour privilégier la dignité humaine. Il a avancé l'idée

que les entreprises étaient cruciales pour la durabilité en ce qui concerne la fourniture de biens et services, ce qui requiert qu'elles agissent de manière socialement responsable et, plus généralement, pour le bien commun.

62. Les intervenants ont notamment débattu de la question des gouvernements faibles, qui ne voulaient pas et/ou ne pouvaient pas protéger leurs citoyens des atteintes aux droits de l'homme commises par les entreprises, et ont noté que le problème était aggravé lorsqu'il était associé avec de grandes possibilités d'investissement pour les entreprises. En dépit des obligations déjà contractées par les États, les participants ont plaidé en faveur de normes sectorielles exécutoires, par opposition aux principes volontaires établis par les entreprises.

63. Se référant à l'accident du Rana Plaza en tant que force mobilisatrice, les intervenants ont mis en cause la responsabilité des entreprises en ce qui concerne leurs modèles de chaîne d'approvisionnement, et ont relevé que des initiatives multipartites telles que « L'Accord » et « L'Alliance » soulevaient la question de savoir qui devrait payer pour garantir la sécurité des travailleurs dans les usines. Les intervenants sont convenus que les propriétaires des usines avaient l'obligation fondamentale de fournir un lieu de travail sûr et que les entreprises clientes avaient la responsabilité sociale concomitante de prendre en compte les conséquences négatives qu'une réduction des marges bénéficiaires pourrait avoir sur les droits de l'homme. Les orateurs ont préconisé une action concertée des secteurs publics/privés pour assurer la surveillance, rendre compte des résultats et veiller au respect des règles, conformément aux normes et aux mesures juridiques en vigueur. Évoquant le besoin d'un changement culturel général, les intervenants se sont accordés sur le fait que la responsabilité du coût d'un tel changement devrait être partagée, ce qui refléterait la complexité des questions en jeu.

## **B. Les Principes directeurs et les mécanismes de protection des droits de l'homme de l'ONU**

64. Cette séance était animée par Marta Maurás Pérez (Représentante permanente du Chili auprès de l'Office des Nations Unies à Genève) et les intervenants étaient Caio Borges (Conectas); Dzidek Kedzia (Comité des droits économiques, sociaux et culturels); Victoria Tauli-Corpuz (Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones); Carlos Lopez (Commission internationale de juristes) et Michael Addo (membre du Groupe de travail).

65. La séance a porté essentiellement sur la manière dont les différents organes et mécanismes de défense des droits de l'homme de l'ONU pourraient conjuguer leurs efforts pour créer des synergies sur les questions relatives aux entreprises et aux droits de l'homme et se pencher sur l'application des Principes directeurs.

66. Il a été fait référence de la Déclaration du Comité des droits économiques, sociaux et culturels concernant le secteur des entreprises<sup>4</sup>, qui a trait à l'obligation des États de veiller à ce que les entreprises prennent les précautions qui s'imposent pour s'assurer que les droits de l'homme soient respectés, ce qui reflétait la manière dont les Principes directeurs ont influencé le travail du Comité. Les intervenants ont fait observer qu'en vertu du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, seuls les États ont des obligations, tandis que les entreprises ne sont pas directement liées par les dispositions du Pacte; le Comité préparera une observation générale sur la question des entreprises et des droits économiques, sociaux et culturels.

<sup>4</sup> Voir E/C.12/2011/1, par. 4.

67. L'incidence des accords de commerce et d'investissement sur les peuples autochtones a été signalée comme étant un domaine dans lequel le Groupe de travail pourrait compléter les travaux entrepris par la Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones.

68. Les représentants de la société civile ont abordé plusieurs sujets : la nécessité d'inclure les Principes directeurs dans l'Examen périodique universel en tant que critère officiel de la compilation établie par le HCDH; une proposition qui a été faite au Groupe de travail pour qu'il élabore des directives sur l'accès à des voies de recours et l'élaboration en cours d'un guide sur l'Observation générale n° 16 (2013) du Comité des droits de l'enfant sur les obligations des États concernant les incidences du secteur des entreprises sur les droits de l'enfant, qui est axé sur les entreprises et les droits de l'homme.

69. Le débat a notamment porté sur la possibilité de créer des synergies entre le Groupe de travail et les autres mécanismes de droits de l'homme; le besoin de poursuivre le débat sur la nature et la portée des obligations extraterritoriales des États dans le domaine des entreprises et des droits de l'homme; et, de manière générale, sur le besoin de renforcer la responsabilité des États et des entreprises quant aux incidences des activités des entreprises sur les droits de l'homme.

### **C. Les objectifs de développement durable et les entreprises et les droits de l'homme**

70. La séance était aimée par Mac Darrow (HCDH) et les intervenants étaient Catarina de Albuquerque (ancienne Rapporteuse spéciale sur le droit de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement); Pregis Govender (Commission sud-africaine des droits de l'homme); Filippo Veglio (Conseil mondial des entreprises pour le développement durable); Bhumika Muchhala (Réseau du tiers monde); Judit Arenas (Organisation internationale de droit du développement (OIDD) et Puvan Selvanathan (membre du Groupe de travail). Un message vidéo spécial d'Amina J. Mohammed, Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la planification du développement après 2015, a été diffusé.

71. Le but de cette séance était de se pencher sur les questions relatives à la participation des entreprises dans le programme de développement pour l'après-2015 et les objectifs de développement durable (ODD). Dans l'ensemble, les principales réflexions portaient sur l'intérêt grandissant des entreprises pour les ODD et le rôle clef qu'elles pourraient jouer dans la mise en œuvre et le financement de ces objectifs. Parallèlement à cette tendance, il a été question de l'importance d'intégrer les droits de l'homme aux ODD; les intervenants ont souligné le manque de progrès réalisés dans ce domaine. L'accent a également été mis sur la difficulté qu'il y avait à assurer la cohérence des politiques et des partenariats en ce qui concerne l'élaboration et l'application des ODD compte tenu d'un ensemble complexe de questions et de parties prenantes.

72. Les principales questions formulées par les intervenants étaient les suivantes :

- De quelle manière les mesures d'incitations pour les entreprises s'harmonisent-elles avec les droits de l'homme et la durabilité?
- Quels sont les écueils que les entreprises pourraient rencontrer en participant aux ODD?
- Qu'est-ce que cela signifierait si les Principes directeurs constituaient la base des pratiques commerciales dans le monde après 2015?

73. Bien qu'ils soient encouragés par la participation croissante du secteur privé et la reconnaissance du fait que le nouveau cadre avait amené des avancées positives, les intervenants sont convenus qu'il était urgent de mettre en place des partenariats fondés sur une responsabilité partagée et un contrôle accru. Ils ont noté que le modèle de partenariat multipartite actuel reposait sur des engagements vagues et volontaires et ne prenait pas en compte le déséquilibre au niveau des structures et des rapports de force.

74. S'intéressant à certains écueils potentiels, les intervenants ont évoqué les inégalités en matière de fourniture et d'accessibilité économique des services dans le secteur privé, ainsi que la surexploitation et le gaspillage des ressources naturelles par les entreprises. En outre, étant donné que la majorité des entreprises sont des PME, on a noté que le programme de développement pour l'après-2015 devrait être accessible et applicable pour tous les types d'entreprises.

75. Les recommandations formulées portaient notamment sur la nécessité de mettre en place un cadre intergouvernemental pour des partenariats fondés sur le respect des droits de l'homme, ainsi que de veiller à ce que les entreprises restent adaptées aux partenariats au moyen d'une évaluation indépendante faite par un tiers.

## **X. Domaine thématique V : débat sur les bonnes pratiques**

### **A. Participation effective des parties prenantes s'agissant de la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme**

76. Cette séance a été organisée par le Groupe de travail, en collaboration avec la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Oxfam et le Pacte mondial. Les débats étaient animés par Chris Jochnick (Oxfam) et les intervenants étaient Danilo Chammas [Justiça nos Trilhos (Justice sur les rails)]; Hervé Deguine (Michelin); Jan Klawitter (Anglo American); Yves Nissim (groupe Orange); Nelly Romero (Organe de coordination des organisations autochtones du bassin de l'Amazone (COICA), Équateur) et Margaret Jungk (membre du Groupe de travail).

77. Les représentants de la société civile ont souligné que les rapports entre les intéressés étaient inégaux et ils sont convenus qu'une participation effective au dialogue des parties prenantes devrait permettre aux communautés touchées d'exprimer leurs préoccupations légitimes et de se faire entendre. Ils ont estimé que les Principes directeurs constituaient un outil permettant de renforcer la protection des personnes concernées, telles que les populations autochtones, mais que tous les participants devaient coopérer davantage et faire preuve de bonne foi. Le défi concret qui consistait à respecter le consentement préalable, libre et éclairé des populations était considéré comme un élément déterminant pour un dialogue constructif entre les parties prenantes. Les représentants des entreprises ont mentionné qu'il était difficile pour les parties prenantes de s'engager en raison du décalage entre les calendriers sociaux et ceux des entreprises, qui étaient limités dans toutes leurs activités par des politiques, des processus, des procédures et des outils d'évaluation socioéconomique. Ils ont considéré que le déséquilibre des rapports de force était souvent sous-estimé et que les communautés pouvaient également exercer le pouvoir. Les entreprises devaient négocier les permis qui définissent les paramètres de leurs activités. Toutefois, assurer une « charte éthique » était également essentiel et nécessitait une participation et une consultation effectives. Il importe avant tout d'assurer la représentation des communautés et, dans le même temps, de répondre à leurs besoins. Dans la pratique, un consensus pourrait néanmoins être difficile à atteindre car les parties prenantes pourraient être très divisées et il n'était pas toujours évident de savoir qui représentait



les intérêts réels de la communauté. Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, qui incorporent des éléments essentiels des Principes directeurs, étaient considérés comme un grand pas en avant pour amorcer un dialogue entre les entreprises et la société civile. En outre, les intervenants ont souligné qu'il était important de renforcer les capacités au sein même des entreprises en ce qui concerne les aspects pratiques de l'évaluation d'impact sur les droits de l'homme, l'interaction avec la société civile et le travail à effectuer pour gagner la confiance des partenaires locaux. L'un des représentants des entreprises a illustré l'importance d'une participation réelle des parties prenantes par l'exemple suivant : au cours du « printemps arabe » en Égypte, une entreprise a reçu l'ordre de rompre avec ses réseaux et elle s'est alors rendu compte qu'il était impossible de lutter seule contre le Gouvernement. Les Principes directeurs, ainsi que les initiatives multipartites telles que la Global Network Initiative, pourraient offrir un cadre pour un dialogue associant les pairs et les ONG. La participation directe des gouvernements devrait également servir à améliorer la transparence et la reddition de comptes. M<sup>me</sup> Jungk a fait remarquer que la tendance était de considérer les entreprises et les communautés comme des boîtes noires, sans tenir compte du fait qu'il pourrait y avoir des programmes et des objectifs contradictoires, voire des chocs culturels tant dans les entreprises qu'au sein de nombreuses communautés.

**B. Que peuvent faire les États, les entreprises, la société civile et l'ONU pour soutenir et protéger les défenseurs des droits de l'homme qui travaillent sur les questions de la transparence et de la responsabilité des entreprises?**

78. Cette séance a été organisée par le Groupe de travail en collaboration avec le Service international pour les droits de l'homme et la Mission permanente de Norvège. La réunion était animée par Hina Jilani (Avocate à la Cour suprême du Pakistan et ancienne Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des défenseurs des droits de l'homme) et les intervenants étaient Alejandra Ancheita (ProDesc, Mexique); Keith Harper (Représentant permanent des États-Unis d'Amérique auprès de l'Office des Nations Unies à Genève); Vanessa Havard-Williams (Linklaters LLP) et Sheila Keetharuth (Groupe de travail sur les industries extractives, l'environnement et les violations des droits de l'homme, Commission africaine des droits de l'homme et des peuples).

79. Le groupe d'étude a souligné que la protection des défenseurs des droits de l'homme, en tant que moteurs essentiels du changement pour faire face aux enjeux sociaux, était l'une des questions les plus importantes du programme mondial relatif aux droits de l'homme. Les menaces contre les défenseurs des droits de l'homme travaillant sur les questions de la responsabilité et de la transparence des entreprises et sur la criminalisation de leurs activités étaient un problème mondial et c'était aux États qu'incombait l'obligation internationale d'assurer leur protection. À l'heure actuelle, les États dans toutes les régions du monde n'étaient pas à même d'assumer cette obligation et, bien que les Principes directeurs aient précisé les attentes vis-à-vis des entreprises, il restait encore beaucoup à faire pour qu'elle soit mise en œuvre sur le terrain. Plusieurs pistes d'ordre pratique ont été examinées. Dans le contexte de la région africaine, la possibilité de porter des affaires spécifiques devant les tribunaux par le biais des mécanismes africains des droits de l'homme a été soulignée. Le rôle des gouvernements a été jugé crucial et différentes possibilités susceptibles de renforcer juridiquement la protection des défenseurs des droits de l'homme ont été abordées. Il a été question des faits nouveaux en matière de réglementation, notamment la protection juridique expresse des défenseurs des droits de l'homme (Côte d'Ivoire) et le droit d'accès à l'information (Sierra Leone). La mise en place de

plans d'action nationaux a également été considérée essentielle; le processus d'élaboration de ces plans pourrait servir à déceler les difficultés rencontrées, déterminer les attentes envers les entreprises et définir les outils destinés à remédier à des problèmes concrets. Les moyens d'action disponibles comprenaient les politiques de passation des marchés, les obligations de signalement et des directives en matière de sécurité (telles que le Code de conduite international des entreprises de sécurité privées et les Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme. Il a également été recommandé aux États : de mener rapidement des enquêtes pour éviter l'impunité et faire clairement comprendre que les droits de l'homme n'ont pas seulement fait l'objet de débats mais qu'ils ont été mis en œuvre au niveau national et local; de renforcer la responsabilisation et de veiller à ce que les communautés qui n'approuvent pas les projets d'investissement soient entendues; d'aider financièrement les ONG afin de mettre en place une surveillance plus crédible et de recenser les effets produits. En ce qui concerne le rôle des entreprises, il a été souligné que les Principes directeurs représentaient une avancée utile car ils abordaient les affaires d'une manière à laquelle les entreprises pouvaient s'identifier, en utilisant le langage de la diligence raisonnable. L'examen des risques d'atteinte aux droits de l'homme devenait de plus en plus courant pour de nombreux investisseurs et entreprises, dans la mesure où il était de mieux en mieux compris que la gestion des risques pour les parties prenantes se justifiait sur le plan économique. Il a toutefois été relevé que les entreprises pourraient être réticentes à l'idée de soutenir ouvertement les défenseurs des droits de l'homme dans des contextes difficiles car elles devaient veiller à ne pas être perçues comme des acteurs politiques. Les considérations d'ordre pratique portaient notamment sur le besoin de comprendre les sensibilités, de faire preuve de transparence sur les orientations, de renforcer l'effet de levier par des approches collectives et de veiller à ne pas aggraver les choses.

80. Le débat a également porté sur les nombreuses difficultés rencontrées par les défenseurs des droits de l'homme : les menaces et les propos diffamatoires de la part de l'État et des acteurs privés; le manque d'accès à l'information; le manque d'accès à des voies de recours, tant dans le pays qu'à l'étranger; et la collusion entre les agents de l'État, le secteur de la sécurité et d'autres acteurs. La possibilité de mettre en pratique un cas particulier afin de protéger les défenseurs des droits de l'homme, tel que l'a fait le système interaméricain des droits de l'homme, dans d'autres régions, a été examinée. La question de savoir comment les entreprises pourraient exercer leur influence dans des contextes complexes a été débattre. Il a été suggéré que les gouvernements pouvaient aider à apaiser les tensions sur les sujets sensibles en appliquant des mesures telles que les règles sur le crédit à l'exportation, et que les critères fixés par les investisseurs institutionnels pourraient avoir le même effet. En dernière instance, les mesures concrètes prises par les entreprises sur le terrain dépendront souvent de la solidité des partenariats locaux, de la crédibilité de l'information disponible, du besoin d'éviter une escalade d'effets négatifs et de protéger ses propres employés.

## **XI. Autres activités parallèles**

81. Un appel à propositions pour les séances parallèles gérées par des organisateurs externes a été lancé par le biais d'un questionnaire en ligne publié sur le site Web du Forum en mai 2014. Les propositions ont été examinées et sélectionnées en fonction du sujet ainsi que du groupe et de la région des parties prenantes afin de garantir un bon équilibre. Elles ont également été comparées avec les sujets traités en plénière et pendant les séances dirigées par les Nations Unies afin d'éviter les doubles emplois et les chevauchements. Étant donné le grand nombre de propositions reçues et le temps disponible limité pendant le Forum, les organisateurs ont décidé de réunir les



propositions qui couvraient des sujets similaires ou qui pouvaient être combinée avec d'autres.

82. Le Forum a présenté 39 séances et événements parallèles gérés par des organisateurs externes, couvrant un large éventail de thèmes et de sujets<sup>5</sup>.

83. Quant à la mise en œuvre des Principes directeurs, diverses séances ont traité des tendances et des difficultés s'agissant de l'instauration d'un dialogue et d'une coopération entre les différentes parties prenantes; les perspectives des entreprises, des ONG, des syndicats et des institutions de financement du développement; ainsi que les expériences régionales d'Asie, d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine.

84. En ce qui concerne l'accès à des voies de recours, l'accent a été mis sur les tendances, les opportunités et les difficultés liées aux mécanismes de réclamation judiciaires et non judiciaires. Les autres sujets évoqués portaient notamment sur la responsabilité sociale en tant qu'outil pour surmonter les problèmes que pose l'action collective; l'évolution récente de la pratique juridique et judiciaire relative aux entreprises et aux droits de l'homme; l'importance de la diligence raisonnable et, plus particulièrement, de la réglementation financière; l'importance de l'obligation directe de protéger les droits de l'homme; ainsi que l'évaluation des responsabilités et la mise en place de critères pour mesurer les progrès réalisés dans le secteur financier en matière de droits de l'homme.

85. Les autres séances ont essentiellement porté sur les incidences sur les droits de l'homme des pratiques de sous-traitance dans les chaînes d'approvisionnement au plan mondial; les enjeux et les propositions concernant le crédit à l'exportation et les Principes directeurs; le rôle des sociétés agro-alimentaires s'agissant du droit à une alimentation adéquate et du droit à la santé; le comportement responsable des entreprises chinoises à l'étranger.

86. En ce qui concerne les peuples autochtones, plusieurs séances étaient axées sur l'accès à la justice et à une réparation dans le cadre des activités des entreprises, ainsi que sur les difficultés qu'ils rencontraient pour être reconnus en tant que titulaires de droits dans le contexte des industries extractives; un accent était notamment mis sur la situation de la femme.

87. En outre, l'amélioration de la protection des défenseurs du droit à la terre et à l'environnement ainsi que la garantie de leur participation à toutes les initiatives et débats relatifs aux entreprises ont été examinées, tout comme l'enquête sur les violations du droit du travail et la lutte contre ces violations.

88. Les autres séances ont porté sur le processus d'élaboration à venir d'un instrument international juridiquement contraignant, conformément à la résolution 26/9 du Conseil des droits de l'homme, ainsi que sur les défis et les avantages qui découleraient de la création d'un tribunal arbitral international pour les affaires relatives aux entreprises et aux droits de l'homme.

89. Un autre sujet d'actualité concernait le besoin de faire face aux difficultés en matière de sécurité et de droits de l'homme dans des environnements complexes et la manière dont le Code de conduite international des entreprises de sécurité privées devrait être mis en pratique.

90. Les autres thèmes abordés portaient sur l'importance des données pour traiter des questions liées aux entreprises et aux droits de l'homme; la coopération transnationale entre les institutions nationales de défense des droits de l'homme en ce

<sup>5</sup> Pour une vue d'ensemble des séances parallèles gérées par des organisateurs externes, voir le site [www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Forum/Pages/2014ForumParallelEvents.aspx](http://www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Forum/Pages/2014ForumParallelEvents.aspx). Les résumés des séances ont été publiés en ligne.

qui concerne les entreprises et les droits de l'homme; et les politiques publiques en Amérique latine.

91. Un événement a été organisé pour présenter deux publications récentes et en débattre : *The Social License : How to Keep Your Organization Legitimate* (par John Morrison) et *Business and Human Rights in South East Asia – Risk and the Regulatory Turn* (Mahdev Mohan et Cynthia Morel, éditeurs).

92. Des séances parallèles ont été organisées en collaboration avec le Groupe de travail : la séance sur les plans d'action nationaux a été organisée avec l'Institut danois pour les droits de l'homme (DIHR) et la Table ronde internationale sur la responsabilité des entreprises (ICAR), qui a mené un débat sur le rôle de la société civile, des institutions nationales de défense des droits de l'homme et des acteurs économiques, et a présenté les outils préparés par les deux organisations pour soutenir les plans d'action nationaux. Lors d'une séance organisée en collaboration avec l'OIT, les nouvelles normes de l'OIT pour l'élimination du travail forcé ainsi que l'approche multipartite pour lutter contre les formes contemporaines de travail forcé et de traite des êtres humains ont été examinées, tandis qu'une autre séance, organisée conjointement avec l'ICAR, Electronics Watch, le DIHR et l'Agence norvégienne pour la gestion publique et l'e-gouvernement, était axée sur l'intégration des droits de l'homme aux marchés publics. D'autres séances ont été tenues, notamment les suivantes : un événement organisé par la fondation Friedrich Ebert et d'autres ONG, avec la participation de parties prenantes directement touchées, qui portait sur la question de savoir comment les Principes directeurs devraient être mis en œuvre dans des situations concrètes afin d'amorcer un changement sur le terrain; un débat mené par Shift concernant l'amélioration de l'établissement des rapports sur les droits de l'homme et la contribution de l'Initiative en matière de présentation de rapports et d'assurance; et un débat multipartite organisé par le projet Measuring Business and Human Rights et d'autres partenaires sur la possibilité de mettre en place des repères afin d'évaluer le respect des droits de l'homme par les entreprises.

93. En outre, le HCDH a organisé des séances de formation sur les Principes directeurs et mené un débat multipartite sur le droit à la vie privée à l'ère numérique, en se fondant sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés dans le secteur des technologies de l'information et des communications. Le Pacte mondial et le groupe Business for Social Responsibility ont organisé une séance axée sur la mise en œuvre, au niveau local, d'outils et de ressources dans le domaine des entreprises et des droits de l'homme. Le Comité des droits de l'enfant a organisé une séance sur les mesures visant à mettre en œuvre la Convention relative aux droits de l'enfant dans le cadre des obligations des États eu égard aux incidences des entreprises sur les droits de l'enfant.

## **XII. Séance plénière de clôture : Solutions stratégiques pour aller de l'avant et prochaines étapes pour le régime international des entreprises et des droits de l'homme**

94. Le Président du Forum, Mo Ibrahim, a présidé la séance plénière de clôture. Les intervenants étaient Aisha Abdullahi (Commissaire aux affaires politiques de la Commission de l'Union africaine); Maria Fernanda Espinosa (Représentante permanente de l'Équateur auprès de l'Office des Nations Unies à Genève); Thomas Thomas (Président-Directeur général du Réseau pour la responsabilité civile des entreprises de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est); et Audrey Gaughran (Directrice des questions thématiques mondiales, Amnesty International).

95. L'objectif de la séance de clôture était de mettre en lumière les prochaines étapes vers l'accélération de l'application des Principes directeurs et de s'accorder à reconnaître qu'il n'y a pas de contradiction inhérente entre la promotion de l'application des Principes directeurs et celle des processus d'établissement des normes. Le Président a commencé par préconiser à nouveau le renforcement de la responsabilité des gouvernements et des entreprises.

96. Les intervenants ont examiné l'application des Principes directeurs dans divers contextes régionaux. Ils ont souligné l'importance des mécanismes régionaux africains, à savoir la collaboration de l'Union africaine avec le Groupe de travail en vue d'organiser un forum régional sur les entreprises et les droits de l'homme en 2014; le rôle des mécanismes spéciaux pertinents de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples dans l'élaboration d'un cadre africain pour l'application des Principes directeurs; et la volonté de l'Union africaine de soutenir les États membres dans l'élaboration de plans d'action nationaux. En ce qui concerne l'Asie, il a été fait référence au « virage réglementaire » qui s'opérait dans la région de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, où la prise en compte de la responsabilité sociale des entreprises dans les politiques publiques connaissait un nouvel élan, ce qui a permis encore une fois aux Principes directeurs d'être appliqués plus largement, notamment dans le contexte des plans d'action nationaux. La Représentante permanente de l'Équateur a souligné que pour aller de l'avant il convenait d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant afin de combler les lacunes existantes en ce qui concerne l'accès à des voies de recours pour les victimes de violations des droits de l'homme liées aux entreprises, l'impunité qui entoure les cas d'irrégularités et le non-respect des normes non contraignantes pour les entreprises. Elle a souligné que, si les plans d'action nationaux pouvaient répondre aux besoins spécifiques de tel ou tel pays, ils n'étaient pas adaptés pour faire face aux défis extraterritoriaux, pour lesquels un traité serait plus approprié. Enfin, elle a souligné que le processus intergouvernemental visant à examiner l'élaboration du traité conformément à la résolution 26/9 du Conseil des droits de l'homme, qui débiterait en 2015, devrait être ouvert et coopératif afin que toutes les voix puissent être entendues. Selon Amnesty International, bien que les Principes directeurs constituait une base solide, la réalité sur le terrain demeurait inchangée. La représentante a souligné qu'il y avait de moins en moins de marge d'action pour intenter une action en justice contre les entreprises et que les plans d'action nationaux et les mécanismes de réclamation existants, tels que les points de contact nationaux, étaient considérés comme inefficaces. Elle a estimé que le cœur du problème était les entreprises qui ne respectaient pas les règles; le manque d'accès à des voies de recours; les pressions exercées par les entreprises; et les liens étroits entre les entreprises et l'État. Elle a soutenu qu'un traité devrait définir clairement ce que les États devaient faire pour protéger les droits de l'homme et agir en conformité avec les Principes directeurs. En outre, plusieurs orateurs ont estimé qu'il fallait changer la mentalité des entreprises par le haut et que les petites mesures prises au niveau des entreprises individuelles faisaient une différence, même si elles ne s'attaquaient pas à tous les problèmes structurels.

97. L'ancien Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, John Ruggi, qui a piloté l'élaboration des Principes directeurs, a exprimé son opinion à ce sujet. Il a soutenu qu'il n'y avait pas de contradiction intrinsèque entre la mise en œuvre des Principes directeurs et le développement de la législation internationale et a insisté sur l'importance d'éviter un débat clivé. Il a souligné que la législation devrait dorénavant se fonder sur la dynamique existante pour mettre en œuvre les Principes directeurs, notamment les actions actuellement engagées par les organisations internationales et régionales, les gouvernements, les entreprises et les autres parties prenantes. Il a

insisté sur le besoin urgent d'accélérer les efforts de mise en œuvre et de suivre les progrès accomplis. En outre, il a estimé que le débat sur la légalisation devait refléter les réalités mondiales actuelles, dont l'une des plus importantes était l'augmentation du nombre de sociétés transnationales basées dans les « marchés émergents ». Selon M. Ruggi, le fait de mettre l'accent uniquement sur les sociétés transnationales posait un problème, comme en témoignait la catastrophe du Rana Plaza. Pour conclure, il a affirmé que le domaine des « entreprises et des droits de l'homme » était trop vaste et trop complexe pour être réglementé par un seul ensemble d'obligations conventionnelles susceptibles de donner lieu à une action en justice, et que l'accent devrait plutôt être mis sur les instruments juridiques internationaux, qui étaient des outils de précision soigneusement conçus pour combler les lacunes en matière de protection et de responsabilité.

98. Pour conclure, le Président du Groupe de travail a souligné le besoin d'impliquer davantage d'États et leurs ministères; de voir plus de chefs d'entreprise courageux adopter les Principes directeurs; de garantir l'accès à des voies de recours efficaces; et de conclure davantage de partenariats au sein des groupes des parties prenantes et entre ces groupes.

99. Le quatrième Forum annuel se tiendra du 16 au 18 novembre 2015.

---